

Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Le rôle social de l'éducation : entre la protection et la mobilité sociales

Chercheur principal

Pierre Doray, UQAM

Cochercheurs

Pierre Canisius Kamanzi, Université de Montréal

Benoît Laplante, INRS – Centre UCS

Stéphane Moulin, Université de Montréal

France Picard, Université Laval

Annie Pilote, Université Laval

Partenaires de transfert des connaissances

Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur (CAPRES)

Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)

Établissement gestionnaire de la subvention

UQAM

Numéro du projet de recherche

2016-PU-195589

Titre de l'Action concertée

Pauvreté et exclusion sociale

Partenaires de l'Action concertée

Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le Ministère de la Santé et des Services sociaux, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la Société d'habitation du Québec et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)

RAPPORT SCIENTIFIQUE INTÉGRAL

RAPPORT SCIENTIFIQUE INTÉGRAL

1. Contexte de la recherche	3
1.1 Problématique	3
1.2 Questions de recherche	3
2. La mobilité scolaire intergénérationnelle	4
2.1 Objectifs.....	4
2.2 Méthodologie.....	4
2.3 Résultats.....	5
3. La segmentation scolaire et de la reproduction des inégalités	7
3.1 Objectifs.....	7
3.2 Méthodologie.....	8
3.3 Résultats.....	8
3.4 Retombés possibles.....	9
4. La participation des adultes à la formation continue	10
4.1 Objectif.....	10
4.2 Méthodologie.....	10
4.3 Résultats.....	11
4.4 Retombés possibles.....	13
5. Nouvelles pistes de recherche.....	14
Annexe 1 : Figures et tableaux	17
Annexe 2 : Bibliographie.....	21

1. Contexte de la recherche

1.1 Problématique

Notre projet s'inscrit à l'intersection des besoins 1 et 2 de l'Appel de propositions de l'Action concertée et propose une analyse du rôle de l'éducation dans la production et la réduction des inégalités sociales.

Rappelons que le **besoin 1** de l'Appel nous invite à répondre à la question suivante : « quel est l'état actuel de l'« ascenseur social » au Québec, qui a permis à des générations depuis la Révolution tranquille de gravir divers échelons de revenus (mobilité économique observable notamment à l'aide des transitions entre les déciles ou quintiles de revenus), échelons occupationnels (mobilité sociale, ascendante et descendante, observable notamment à l'aide des tables de mobilité)? » Le **besoin 2**, d'autre part, pose la question du rôle de la formation continue, plus particulièrement de la participation des adultes à ce type de formation : comment « contribue-t-elle à contrer les inégalités socioéconomiques et à favoriser une mobilité sociale et économique ascendante? Quels types de retombées individuelles, sociales et économiques engendrent-elles au Québec? Quels facteurs font varier la nature et l'ampleur de ces retombées? »

1.2 Questions de recherche

Pour répondre aux questions exprimées dans la description des besoins 1 et 2, nous avons examiné trois phénomènes :

- la mobilité scolaire intergénérationnelle,
- la segmentation scolaire et la reproduction des inégalités,
- la participation des adultes à la formation continue.

2. La mobilité scolaire intergénérationnelle

2.1 Objectifs

L'enquête sur la mobilité sociale réalisée en 1986 par Statistique Canada dans le cadre du programme de l'Enquête sociale générale (ESG) a permis de documenter les mobilités sociales et scolaires intergénérationnelles. Cette enquête a permis de révéler l'effet d'ascenseur social qu'a joué la baisse du nombre d'agriculteurs et la croissance des cadres et des professionnels au Canada (Wanner et Hayes, 1996) et au Québec (Laroche, 1997a). Sur le plan des mobilités scolaires, l'ascenseur social a été associé à la hausse générale des niveaux de scolarité (Laroche, 1997b). Mais en l'absence d'enquêtes plus récentes analogues à celle de 1986, il est difficile de connaître les évolutions contemporaines. Il faut donc trouver des façons de contourner ce problème.

Turcotte (2011) montre, pour l'ensemble du Canada, que la période récente se caractérise par une grande différenciation genrée, la hausse de la proportion de diplômés universitaires chez les hommes ayant été modérée en comparaison de celle observée chez les femmes. Sur le plan intergénérationnel, Turcotte conclut à une relative stabilisation de l'effet positif d'avoir un de ses parents titulaire d'un diplôme universitaire, voire à une baisse légère de cet effet chez les femmes.

L'analyse de Turcotte présente néanmoins certains inconvénients : des cohortes de diplômés d'âges différents sont amalgamées; les diplômés des pères et des mères sont aussi amalgamés; et enfin, les données présentées portent sur l'ensemble du Canada. C'est pourquoi nous proposons l'utilisation de données d'une autre enquête — l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) — et d'outils méthodologiques différents — les tables de mobilité — pour en arriver à une mesure genrée de la mobilité scolaire intergénérationnelle au Québec et pour établir une comparaison avec la moyenne canadienne.

2.2 Méthodologie

Les données proviennent de l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) de Statistique Canada. La population de référence est la cohorte A, soit les jeunes nés

en 1984 et scolarisés au Québec en 1999. Ils sont interrogés, ainsi que leurs parents, pour la première fois en 2000 (cycle 1) et sont suivis jusqu'à l'âge de 25 ans avec une dernière interrogation en 2010 sur leurs situations scolaires en décembre 2009 (cycle 6). Nos outils méthodologiques sont deux types de tableaux de mobilité : le tableau des destinées et le tableau des origines.

2.3 Résultats

Nos outils méthodologiques permettent 1) de présenter une analyse de la mobilité différenciée selon le sexe pour le Québec, d'une part, et 2) de comparer le rôle d'ascenseur social de l'école au Québec par rapport à la moyenne canadienne.

L'analyse comparée des structures de niveaux de diplôme des parents et des répondants révèle une **mobilité scolaire structurelle ascendante, mais asymétrique selon le sexe** (figure 1, annexe 1). En 2000, 24 % des pères étaient diplômés universitaires, contre seulement 21 % des mères. En 2010, la situation s'est non seulement inversée **parmi les répondants âgés de 25 ans**, mais les femmes ont aussi considérablement creusé l'écart : 38 % des femmes sont diplômées universitaires, contre 22 % des hommes. On peut avancer que **l'ascenseur scolaire semble avoir surtout profité aux Québécoises de la plus récente génération**.

L'analyse des tables des destinées selon le sexe et le diplôme des parents révèle **une double inégalité qui joue au désavantage des hommes et des enfants de parents faiblement scolarisés** (figure 2, annexe 1). À l'âge de 25 ans, 69 % des hommes dont les deux parents n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins n'ont également qu'un diplôme secondaire ou moins, contre seulement 47 % des femmes. De plus, 63 % des femmes dont un des parents a un diplôme universitaire sont titulaires d'un diplôme universitaire à 25 ans, contre seulement 38 % des hommes.

Les chances de diplômer sont inégales selon **le diplôme le plus élevé des parents**, même si celui-ci **a surtout un effet sur la probabilité des hommes de n'être titulaire que d'un diplôme secondaire ou moins** : 9 % des répondants dont un des parents a un diplôme universitaire n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins, contre 69 % des fils de diplômés du secondaire ou moins. Mais **chez les femmes, il a surtout un effet sur les probabilités de diplômer à l'université** : 13 % des répondantes dont les parents n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins ont

un diplôme universitaire à 25 ans, contre 63 % de celles dont au moins un des parents a un diplôme d'études universitaires.

Chez les hommes, l'effet du diplôme de la mère est beaucoup plus faible que celui du père : les chances de diplômer à l'université augmentent de 18 points de pourcentage quand le diplôme du père passe d'une certification secondaire ou moins à une certification universitaire, contre une augmentation de 9 points de pourcentage seulement quand c'est le diplôme de la mère qui augmente. Pour sa part, l'obtention d'un diplôme plus élevé que celui du secondaire augmente de 56 points de pourcentage quand le diplôme du père passe d'une certification secondaire ou moins à une certification universitaire, contre une augmentation de 48 points seulement quand c'est le diplôme de la mère qui augmente. En comparaison, **l'effet du diplôme du père est semblable à celui de la mère chez les femmes.**

L'analyse des tableaux d'origine révèle un **recrutement moins démocratique parmi les hommes que parmi les femmes : ce sont dorénavant majoritairement des fils de diplômés universitaires qui diplôment à l'université contrairement aux cohortes féminines** : seuls 49 % des hommes diplômés universitaires ont un père qui n'est pas diplômé universitaire, contre 61 % des femmes diplômées universitaires. Le diplôme de la mère est plus influent chez les femmes. L'écart est cependant moins élevé quand on analyse le recrutement selon le diplôme le plus élevé des parents : 46 % des hommes diplômés universitaires ont un parent qui n'est pas diplômé universitaire, contre 50 % des femmes diplômées universitaires.

La probabilité d'une plus faible diplomation (secondaire ou moins) est plus élevée au Québec que dans toutes les autres provinces : 44 % des personnes nées en 1984 et résidant au Québec en 2000 n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins en 2010, contre 35 % en moyenne au Canada. De plus, **les inégalités selon l'origine sociale sont plus fortes au Québec que dans toutes les autres provinces** : 57 % des enfants des parents qui n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins n'ont également qu'un diplôme secondaire ou moins, contre seulement 23 % des enfants de parents universitaires, soit un écart 34 points de pourcentage (contre un écart de 25 points de pourcentage en moyenne au Canada). Enfin **les inégalités selon le sexe sont aussi plus élevées au Québec** : 54 % des hommes n'ont

qu'un diplôme secondaire ou moins, contre 33 % des femmes, soit un écart de 21 points de pourcentage (contre un écart de 15 points au Canada). C'est donc en raison du cumul de ces trois facteurs (faible diplomation, inégalités selon l'origine sociale et inégalités selon le sexe) que **le Québec connaît le plus faible taux d'ascension scolaire des hommes au Canada** : seuls 31 % des fils de parents qui n'ont qu'un diplôme secondaire ou moins ont un diplôme plus élevé, contre 45 % dans l'ensemble du Canada.

3. La segmentation scolaire et la reproduction des inégalités

3.1 Objectifs

L'analyse de **la segmentation scolaire et de la reproduction des inégalités** s'inscrit dans une conjoncture éducative critique : 1) l'école privée utilise le droit de sélectionner ses élèves et de concurrencer l'école publique de manière à se présenter comme une école de meilleure qualité ; 2) la baisse du nombre des élèves du secondaire qui fréquentent l'école publique et la mauvaise réputation que lui fait l'obligation d'accueillir tous les élèves, et notamment les élèves en difficulté, a placé l'école publique dans une situation particulièrement difficile. Bref, l'école publique vit une crise. C'est dans ce contexte qu'on adopte en 1988 une nouvelle loi sur l'instruction publique qui autorise les établissements publics à se doter de projets pédagogiques particuliers. Il semblerait toutefois que la différenciation du curriculum ou des filières d'études puisse entretenir des inégalités sociales (Pilote, Joncas et Kamanzi, 2018). Ainsi, a-t-on créé une nouvelle forme de segmentation du système scolaire, au sein du système public, avec l'introduction de pratiques de sélection aux programmes particuliers ?

Peu d'études ont été menées au Québec et au Canada sur les **effets à long terme de la segmentation scolaire**, c'est-à-dire sur ses effets **sur l'accès aux études postsecondaires et l'obtention du diplôme**. Nos travaux visent à combler cette lacune.

3.2 Méthodologie

Pour mesurer le **rôle de la segmentation scolaire dans la reproduction des inégalités**, nous utilisons des données administratives du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, une approche longitudinale et un modèle qui permet d'estimer l'effet net de l'origine sociale sur l'accès à chacune des six filières définies pour l'ordre secondaire — programmes réguliers, enrichis ou d'éducation internationale, dans le public ou le privé (tableau 1, annexe 1) — et d'estimer aussi l'effet de l'origine sociale sur l'accès au cégep net de son effet sur l'accès aux filières et net de l'effet des filières sur l'accès au cégep.

3.3 Résultats

Les données administratives, l'approche longitudinale et la méthode utilisées nous permettent d'**estimer 1) l'effet net de l'origine sociale sur l'accès aux différentes filières de l'ordre secondaire**, ainsi que 2) **l'effet de l'origine sociale sur l'accès au cégep** net de son effet sur l'accès aux filières et net de l'effet des filières sur l'accès au cégep.

Au Québec, la **segmentation de l'enseignement secondaire en filières** définies par la coexistence de l'enseignement public et de l'enseignement privé, et par le développement des projets pédagogiques particuliers, offre aux familles un outil original d'élaboration de stratégies de reproduction sociale.

Nous proposons un **modèle à trois temps du processus qui relie l'origine sociale à l'accès aux études postsecondaires**. Le premier relie le capital scolaire de la famille à son capital économique. Le deuxième relie les deux formes de capital à la fréquentation d'une filière de l'enseignement secondaire. Le troisième relie la filière fréquentée au secondaire à l'accès aux études postsecondaires. Dans ce modèle, **la segmentation de l'enseignement secondaire est un instrument de la reproduction sociale par la transmission intergénérationnelle du capital scolaire et du capital économique**.

Nos résultats sont présentés à l'annexe 1 (figure 3). Sans surprise, la probabilité, pour un élève, de vivre dans une famille dont le revenu la situe dans le quintile supérieur est étroitement liée à la probabilité de vivre dans une famille dont au

moins un des parents a obtenu un diplôme d'études postsecondaires. De plus, **la probabilité de vivre dans une famille dont au moins un des parents a obtenu un diplôme d'études postsecondaires augmente la probabilité d'avoir fréquenté chacune des filières de l'enseignement secondaire autre que l'enseignement régulier du secteur public.** Cependant, l'effet du capital économique n'est pas aussi uniforme.

Avoir fréquenté une filière autre que l'enseignement régulier dans une école publique augmente nettement la possibilité d'entreprendre des études postsecondaires. De même, avoir fréquenté l'enseignement régulier du secteur privé plutôt que l'enseignement ordinaire du secteur public augmente de beaucoup le risque d'entreprendre des études postsecondaires.

Nos résultats montrent que le capital scolaire joue le rôle attendu, mais pas le capital économique, ce qui rejoint des constatations d'autres travaux, dont ceux de Finnie (2008 et 2010). Par ailleurs, l'analyse comparée de l'accès par type de projet selon le statut de l'école montre en plus que l'avantage conféré par le secteur privé dans l'accès aux études postsecondaires varie en raison de la position des projets dans leur hiérarchie : il est important pour l'enseignement ordinaire, modeste pour les programmes enrichis et nul pour le programme d'éducation internationale. **Nos résultats montrent aussi que la concurrence entre les écoles publiques et les écoles privées a mené à une structure de ségrégation qui favorise la reproduction des héritages socioéconomiques et culturels par l'intermédiaire du choix de la filière de l'enseignement secondaire.**

3.4 Retombés possibles

Notre étude montre que l'accès à l'enseignement postsecondaire varie de manière importante selon la filière et que l'accès aux filières dépend de l'origine sociale. Ces résultats corroborent ceux d'une étude menée par Kamanzi et Pilote (2016) à partir de l'enquête auprès des jeunes en transition (EJET). Si l'on tient à faire de l'école un lieu qui permet d'acquérir des connaissances qui dépassent le programme de l'enseignement ordinaire, ne serait-il pas plus avisé de penser l'enseignement obligatoire selon les principes de l'éducation inclusive, en réduisant les occasions de distinction sociale au sein de l'organisation sociale? Par exemple, on pourrait penser à

offrir un curriculum commun à tous les élèves avec la possibilité d'offrir à tous les élèves des activités parascolaires obligatoires qui ouvrent sur un enrichissement éducatif et pédagogique ouvert à tous et à toutes. Cette structure du curriculum ne repose pas (ou moins) sur des pratiques de ségrégations scolaires et sociales, mais plutôt sur la mixité sociale et l'inclusion scolaire.

4. La participation des adultes à la formation continue

4.1 Objectif

La **participation des adultes à la formation continue** est largement présentée comme un vecteur de croissance économique et une voie de mobilité sociale ascendante pour les individus, particulièrement pour ceux et celles dont la position socioéconomique est précaire ou défavorable. Au cœur de notre démarche, nous plaçons la question suivante : **est-ce que la formation des adultes se traduit effectivement en mobilité sociale et en retombées socio-économiques tangibles** et, si tel est le cas, dans quelles circonstances? Considérant que la relation entre la formation aux adultes et la croissance du revenu est tributaire du contexte plus large dans lequel vivent les individus, nous désirons vérifier notre modèle explicatif, mais séparément pour le Québec et le reste du Canada.

Un modèle a été réalisé pour chaque type de formation, pour la croissance du revenu ainsi que pour le niveau de croissance de revenu entre 2010 et 2013. Pour chaque variable du revenu, les modèles ont également été testés en fonction de la population générale et de la population en emploi. Enfin, en plus d'un modèle regroupant l'ensemble de la population et la population en emploi, les modèles ont été stratifiés selon la région (Québec et reste du Canada) et la scolarité (secondaire ou moins et postsecondaire). **Nous avons testé 80 modèles afin d'obtenir un portrait précis des mécanismes de reproduction et de mobilité à l'œuvre dans la population canadienne.**

4.2 Méthodologie

Nous avons utilisé les données de deux enquêtes complémentaires : 1) l'Étude longitudinale et internationale des adultes (ELIA2012-2014) et 2) l'enquête PEICA pour

l'évaluation internationale des compétences des adultes. Pour les analyses préliminaires de la relation entre les déterminants de l'éducation des adultes et les différents types de formations, nous avons réalisé des régressions logistiques multiples à partir du logiciel STATA. Ensuite les modèles conceptuels ont été testés à partir d'une analyse de cheminement grâce au logiciel Mplus 7.3 (Muthén et Muthén, 1998-2012).

4.3 Résultats

Après avoir contrôlé pour un ensemble de déterminants de la formation aux adultes (sexe, âge, scolarité, statut familial, état civil, profession, industrie, travailleur autonome, supervision, régime d'emploi, taille de l'entreprise, lieu de résidence et origine social des parents), **c'est principalement la formation liée à l'emploi qui contribue à la progression du revenu ainsi qu'au niveau de progression du revenu.**

Les résultats (voir l'annexe 1, figure 4) soulignent que la formation liée à l'emploi a un effet direct et significatif sur la croissance du revenu entre 2010 et 2013 dans la population globale à l'exception du groupe ayant un secondaire ou moins. La formation globale (la participation à l'une ou l'autre activité de formation) a également un effet positif sur la croissance du revenu dans le cas de la population globale et au Québec, alors qu'elle n'a pas d'effet dans population active. Parmi la population en emploi (figure 5), seule la formation liée à l'emploi contribue à la croissance du revenu à l'exception des résidents du Québec et des individus ayant un secondaire ou moins.

En ce qui a trait au niveau de croissance du revenu dans la population globale (figure 6), la participation globale intervient positivement et significativement sur le niveau de croissance au Québec et ceux ayant un niveau d'étude postsecondaire. Aussi, la formation liée à l'emploi intervient sur le niveau de croissance du revenu au Québec seulement tandis que la participation dans un programme augmente le niveau de croissance du revenu dans le reste du Canada seulement. Dans le cas de la population en emploi (figure 7), la participation globale ainsi que la participation à une formation liée à l'emploi contribuent à des gains significativement plus élevés pour le Québec et ceux ayant un niveau d'étude postsecondaire.

Il apparaît toutefois qu'un ensemble de facteurs contribuent indirectement à la croissance du revenu et au niveau de croissance de revenu en modulant la participation à la formation des adultes. L'influence de ces facteurs sociostructurels varie considérablement selon le type de formation, de la sous-population ou encore du type de variable du revenu.

Dans le cas de la croissance du revenu, cette logique de reproduction s'observe dans l'ensemble de la population avec la formation globale. Concrètement les individus ayant un niveau d'études postsecondaires non universitaire ou moins, les immigrants ainsi que ceux dont le père n'a pas complété le secondaire ont moins de chance de connaître une croissance du revenu puisqu'ils ont moins accès à la formation continue. Nous retrouvons cette logique pour la formation liée à l'emploi dans la population globale, dans le reste du Canada et pour les individus ayant un niveau d'études postsecondaire. Concrètement, l'âge intervient indirectement sur la croissance du revenu en modulant la participation à la formation en emploi. Cette relation n'est toutefois pas linéaire (augmentation puis diminution) pour la population globale et la population ayant une scolarité postsecondaire. **Dans la population globale et dans le reste du Canada, un niveau de scolarité plus faible diminue significativement l'accès à la formation à l'emploi ce qui participe à diminuer la probabilité de croissance du revenu.** Les résultats indiquent également que les familles seules sans enfants ont moins de croissance du revenu puisqu'elles ont moins accès à la formation en emploi. Par ailleurs, les immigrants ont moins accès à la formation en emploi dans la population totale et dans le reste du Canada ce qui intervient négativement sur la croissance du revenu. Dans tous les modèles où la formation liée à l'emploi contribue significativement à la croissance du revenu, être en emploi en 2012 contribue à la croissance du revenu en augmentant l'accès à la formation à l'emploi. Enfin, dans la population totale et dans le reste du Canada, les personnes dont le père ne possède pas de diplôme secondaire ont eu moins accès à la formation en emploi ce qui se traduit par une diminution de la probabilité de croissance du revenu. La logique de reproduction s'observe également avec la formation liée à l'emploi dans la population en emploi et dans le reste du Canada.

En ce qui a trait au niveau de croissance du revenu, la logique de reproduction s'observe seulement pour la formation liée à l'emploi au Québec et la formation dans des programmes dans le reste du Canada au sein de la population globale. **Au Québec une scolarité de secondaire ou moins diminue le niveau de croissance du revenu en modulant négativement la participation à la formation en emploi alors que dans le reste du Canada, l'âge et être un homme diminue la probabilité de participation à des programmes ce qui contribue aussi à une baisse significative de la progression du revenu.**

4.4 Retombés possibles

La formation liée à l'emploi s'est avérée le plus important mécanisme d'ascenseur social. Considérant cela, **une stratégie qui favoriserait la mobilité sociale consisterait à faciliter la croissance dans la formation continue dans les milieux de travail** afin de favoriser, chez les personnes ayant connu en formation initiale un rapport difficile à l'éducation, une reprise en confiance dans leurs capacités d'apprentissage. Toutefois, les choix politiques du Québec ne vont pas dans ce sens avec la réduction du bassin des entreprises touché par la loi du 1% sur la formation de la main-d'œuvre.

Ensuite, en dépit du fait que la formation permette une certaine mobilité, notamment la formation liée à l'emploi, la logique de reproduction des inégalités demeure prédominante puisque l'accès à la formation est bien souvent lui-même tributaire d'un ensemble d'ancrages sociaux (principalement la scolarité, le statut d'immigrant, le statut d'emploi et l'origine sociale des parents) et contextuel. Par ailleurs, aucun type de formation ne s'est avéré un vecteur de mobilité parmi la population la moins scolarisée. **La réduction des barrières d'accès à la formation continue pourrait s'avérer un vecteur majeur de la mobilité sociale de certaines populations.**

Les processus menant à la croissance du revenu par l'intermédiaire de la formation continue ne sont pas les mêmes que ceux impliqués dans le niveau de croissance du revenu. Au Québec, alors que le poids des ancages sociaux participe à moduler la participation à la formation continue, il ne contribue pas indirectement à la croissance du revenu contrairement au niveau de croissance du revenu. Ainsi, en plus de favoriser l'accès à la formation en emploi, les politiques

québécoises auraient intérêt à cibler les personnes les moins scolarisées afin de favoriser une croissance du revenu plus uniforme.

5. Nouvelles pistes de recherche

Parmi les pistes de recherche possibles, nous désirons en souligner trois.

1. La première consisterait d'établir un programme d'enquêtes récurrentes sur les rapports entre éducation, économie et société afin de mesurer l'évolution des inégalités scolaires et sociales et de saisir l'effet de leurs principaux facteurs de modulation comme l'origine sociale des élèves et des étudiants, les parcours scolaires et l'expérience éducative des personnes, les politiques éducatives et l'organisation des études ainsi que les effets de contexte social et économique. Il faudrait aussi ajouter la situation professionnelle dans le cas des étudiants adultes. En fait, on ne peut pas comprendre l'effet d'ascenseur de l'éducation sans tenir compte de l'effet de contexte, car cet effet n'est pas constant dans le temps, il dépend au moins autant des caractéristiques sociales des personnes en situation d'apprentissage que des contextes économiques (période de prospérité/période de crise économique) et des orientations politiques. À cet égard, la création de la base de données ELIAS permettra de mieux comprendre les retombées socio-économiques de la participation à l'éducation des adultes, ce qui n'était pas vraiment possible avec les données disponibles précédemment.
2. Une seconde piste consiste à rendre compte de l'effet d'ascenseur de l'éducation dans une perspective intersectionnelle, soit en tenant compte de l'effet combiné des différents facteurs sociaux. De nombreux travaux sur les inégalités d'accès et sur la réussite éducative soulignent les effets des différents ancrages sociaux comme l'origine socio-économique, le sexe, les appartenances ethnoculturelles, etc. Un exemple est celui des différences de réussite entre garçons et filles, qui peuvent se comprendre en tenant compte qu'en examinant les effets combinés de différents traits sociaux. La réussite plus faible des garçons ne tient pas uniquement à la socialisation différenciée entre hommes et femmes, mais à l'effet combiné du sexe avec l'origine sociale, les différences culturelles, les lieux de résidence, etc.

3. Il faut aussi favoriser l'analyse longitudinale. L'analyse des retombées socio-économiques de l'éducation des adultes est intéressante, car il est impossible de les saisir sans tenir compte de l'emploi occupé au moment de la formation, mais aussi de la situation d'emploi après la formation, les changements de revenus pouvant résulter de changements professionnels. Il faut donc une composante longitudinale pour tenir compte de l'impact des différents facteurs.

Nous voudrions terminer en soulignant trois constats quant à la structure des recherches réalisées autour du thème de notre projet.

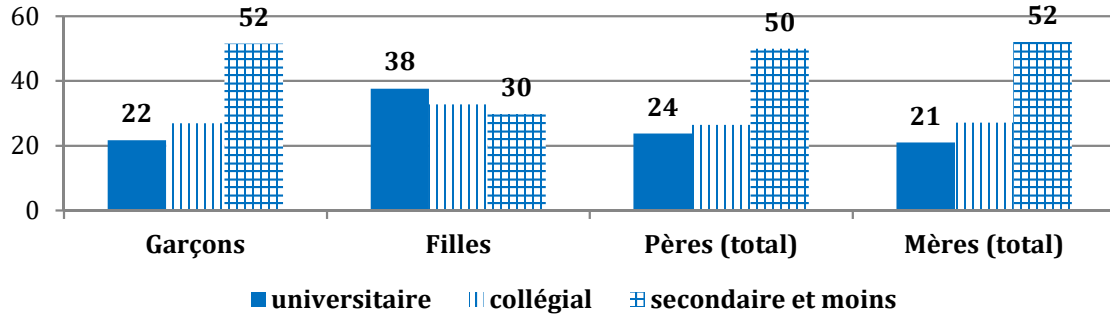
1. Nous ne retrouvons plus d'enquêtes sur certains thèmes comme celui de la mobilité sociale et professionnelle. Il est donc difficile de travailler sur la mobilité scolaire et la contribution du système scolaire comme ascenseur social. Comment peut-on savoir si les possibilités de mobilité sociale, dont les sorties de la pauvreté, augmentent ou diminuent si nous ne sommes pas en mesure de comparer des enquêtes sur cet objet? Quelle est l'importance des situations de déclassement social ou de reclassement? Quel rôle les pratiques éducatives, scolaires ou non scolaires, jouent-elles? Quelles sont les contributions respectives des politiques éducatives, des politiques de main-d'œuvre, des politiques économiques, mais aussi des contextes sociaux et économiques dans l'évolution des mobilités sociales et professionnelles? Autant de questions sans possibilité de réponse qui tiendraient compte du temps et des contextes sociaux.
2. L'absence de continuité entre les enquêtes limite aussi la comparaison dans le temps. La situation des recherches en éducation des adultes illustre bien cette situation. Entre 1984 et 2004, Statistique Canada a mené plusieurs enquêtes sur la participation à l'éducation des adultes reposant largement sur le même modèle, ce qui permettait de décrire la situation de cette participation à différents moments et de comparer dans le temps la participation. Depuis les enquêtes sur ce thème ont utilisé des modèles différents, ce qui rend la comparaison difficile. La participation des hommes et des femmes illustrent bien cette situation. Si pendant des années, les hommes participaient davantage à des formations à visées professionnelles, on s'est aperçu, au tournant du siècle, que cette tendance lourde avait changé, les femmes participant autant

ou davantage à ce type de formation. Or, selon les dernières enquêtes, les hommes seraient proportionnellement plus nombreux dans les formations en emploi. Est-ce dû à un changement de structures des enquêtes, de définition des variables ou à des changements sociaux?

3. Le troisième problème est celui de l'absence d'information dans certaines bases de données. Par exemple, les données du MEES sur les parcours des élèves et des étudiants n'incorporent pas la situation socioprofessionnelle des parents limitant ainsi les possibilités de saisir les effets de reproduction socio-économique. En éducation des adultes, Statistique Canada a créé une nouvelle banque de données longitudinales (ELIAS). La première vague de l'enquête provient de l'échantillon de l'enquête PEICA (programme d'évaluation internationale des compétences des adultes). Or, plusieurs questions que l'on retrouve dans PEICA ne sont pas posées au cours de la seconde vague ou sont formulées de telle sorte que l'on ne peut pas comparer avec la première vague. Cela n'aide pas à mieux saisir les retombées socio-économiques de la formation continue.

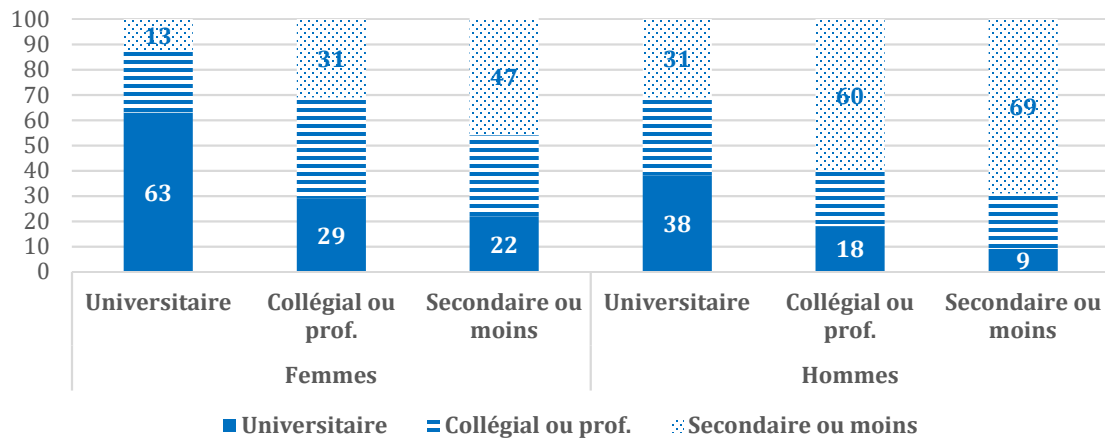
Annexe 1 : Figures et tableaux

Figure 1
Structure des niveaux de diplôme des parents et des répondants



Source : EJET, cohorte A, cycle 6, estimations des auteurs

Figure 2
Tables des destinées scolaires intergénérationnelles selon le diplôme le plus élevé des parents au Québec



Source : EJET, cohorte A, cycle 6, estimations des auteurs

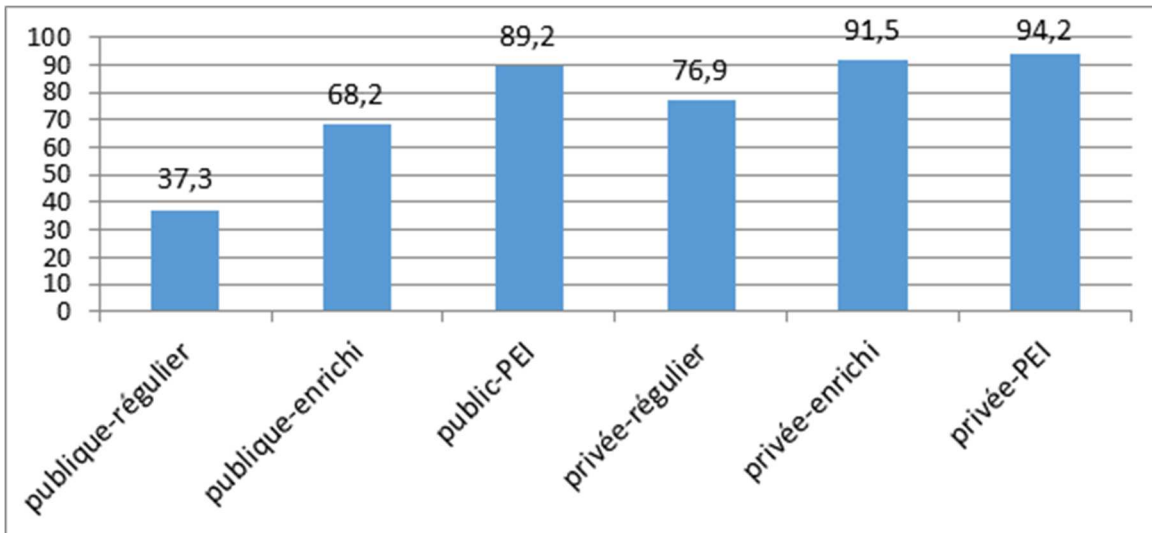
Tableau 1
Les formes de projets pédagogiques particuliers au Québec

Programmes	Concentrations / enrichissements	Écoles aux fins d'un projet pédagogique particulier
<p>Dérogation au régime pédagogique : Oui. Programmes de 5 unités ou plus dérogeant à la liste des matières prévues par le régime pédagogique et parfois à d'autres dispositions du régime pédagogique</p> <p>Autorisation requise : MÉES</p> <p>Élèves visés : Certains élèves</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sports-études reconnus par le MÉES - Arts-études reconnus par le MÉES - Programme d'éducation internationale (PEI) - Programmes d'enrichissement (science, etc.) 	<p>Dérogation au régime pédagogique : Non. Programmes d'études locaux de 4 unités ou moins</p> <p>Autorisation requise : Commission scolaire (public) Établissement (privé)</p> <p>Élèves visés : Certains élèves</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sports - Arts - Langues - Science 	<p>Dérogation au régime pédagogique : Variable</p> <p>Autorisation requise : MÉES</p> <p>Élèves visés : Tous les élèves d'une école</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Écoles alternatives - Écoles avec un curriculum particulier (ex. PEI, sports-études) - Écoles de rattrapage scolaire - Écoles unisexes

Notes : Selon le Régime pédagogique québécois et la Loi sur l'instruction publique, chaque matière obligatoire et à option se voit allouer un nombre d'unités. Une unité correspond à 25 heures d'activités d'apprentissage durant une année. Pour plus de détails, voir l'article 463 de la Loi sur l'instruction publique et l'article 25 du Régime pédagogique.
Source : MÉES, 2017; Larose, 2016; FSE, 2011 et CSE, 2007.

Figure 3

Taux d'accès brut (%) aux études collégiales des élèves du secondaire, selon la filière d'études, 10 ans après l'entrée au secondaire, cohorte 2002-2003

**Figure 4**

Effets directs des types de formation sur la croissance du revenu dans la population globale

Type de formation	Total	Québec	Canada	Secondaire ou moins	Postsecondaire
Globale	0,093*	0,173*	0,077	0,087	0,089
Formation liée à l'emploi	0,170***	0,187*	0,179***	0,131	0,201**
Atelier, séminaire ou cours	0,026	0,101	0,004	0,068	-0,006
Programme	0,026	-0,045	0,050	0,030	0,001

Note *p<0,05 **p<0,01 ***p<0,001

Figure 5

Effets directs des types de formation sur la croissance du revenu dans la population en emploi

Type de formation	Total	Québec	Canada	Secondaire ou moins	Postsecondaire
Globale	0,047	0,126	0,029	0,059	0,034
Formation liée à l'emploi	0,111**	0,121	0,122**	0,094	0,132*
Atelier, séminaire ou cours	0,016	0,115	-0,009	0,076	-0,023
Programme	0,069	0,098	0,083	0,082	0,051

Note *p<0,05 **p<0,01 ***p<0,001

Figure 6
Effets directs des types de formations sur le niveau de croissance du revenu dans la population globale

Type de formation	Total	Québec	Canada	Secondaire ou moins	Postsecondaire
Globale	0,093	0,205*	0,066	0,101	0,138*
Formation liée à l'emploi	0,051	0,230***	0,011	0,092	0,049
Atelier, séminaire ou cours	0,017	-0,031	0,044	0,020	0,068
Programme	0,111	0,028	0,158*	0,213	0,056

Note *p<0,05 **p<0,01 ***p<0,001

Figure 7
Effets directs des types de formation sur le niveau de croissance du revenu dans la population en emploi

Type de formation	Total	Québec	Canada	Secondaire ou moins	Postsecondaire
Globale	0,073	0,196*	0,046	0,048	0,154*
Formation liée à l'emploi	0,067	0,227*	0,041	0,047	0,126*
Atelier, séminaire ou cours	0,031	0,018	0,062	0,038	0,082
Programme	0,023	-0,039	0,057	0,139	-0,033

Note *p<0,05 **p<0,01 ***p<0,001

Annexe 2 : Bibliographie

Sur la mobilité intergénérationnelle

- LAROCHE, D. 1997a. « La mobilité sociale au Québec », in *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, Vol. 1, Chapitre 6, Statistique Canada, p. 166-204.
- LAROCHE, D. 1997b. « La mobilité scolaire au Québec », in *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, Vol. 2, Chapitre 14, Statistique Canada, p. 208-248.
- MOULIN, S. 2016. *Inégalités : mode d'emploi. L'injustice au travail au Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- PINEO, P. C., J. Porter et H. McRoberts. 1977. "The 1971 census and the socio-economic classification of occupations." *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 14, 91-102.
- TURCOTTE, M. 2011. « Mobilité intergénérationnelle en éducation : l'achèvement d'études universitaires selon le niveau de scolarité des parents », *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada — N 11-008 au catalogue, p.40-47.
- WANNER, R. et B. Hayes. 1996. "Intergenerational Occupational Mobility among Men in Canada and Australia", *The Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, Vol. 21, No. 1, p. 43-76.

Sur la segmentation scolaire et la reproduction des inégalités

- ARCHAMBAULT, J. 2006. «Le redoublement : des solutions de rechange ou la différenciation pédagogique?», dans J. Archambault, R. Émond, et M.-A. Verreault, *L'intervention auprès des élèves en difficulté d'apprentissage : Redoublement, différenciation pédagogique et services orthopédagogiques. Quelques traces d'un projet prometteur*. Programme de soutien à l'école montréalaise, p. 7-20.
- ASHLEY, L. D., C. MCLOUGHLIN, M. ASLAM, J. ENGEL, J. WALES, S. RAWAL, R. BATLEY, G. KINGDON, S. NICOLAI et P. ROSE. 2014. *The Role and Impact of Private Schools in Developing Countries: A Rigorous Review of the Evidence*, London, Department for International Development, 76 p. < www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/439702/private-schools-full-report.pdf >.
- BALL, S. J., J. DAVIES, M. DAVID et D. REAY. 2001. «Décisions, différenciations et distinctions: vers une sociologie du choix des études supérieures», *Revue française de pédagogie*, 136 : 65-75.
- BALL, S. J., J. DAVIES, M. DAVID et D. REAY. 2002. «'Classification' and 'Judgement': Social Class and the 'Cognitive Structures' of Choice of Higher Education », *British Journal of Sociology of Education*, 23, 1: 51-72.
- BARR-TELFORD, L., F. CARTWRIGHT, S. PRASIL et K. SHIMONS. 2003. *Accès, persévérance et financement : premiers résultats de l'enquête sur la participation*

aux études postsecondaires (EPÉP), Ottawa, Statistique Canada, Catalogue n° 81-595-MIF.

- BOUDON, R. 1973. «Éducation et mobilité», *Sociologie et sociétés*, 5, 1 : 111-124.
- BOURDIEU, P. et J.-C. PASSERON. 1970. *La reproduction, Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Éditions de Minuit.
- BRASSARD, A. 2006. «L'évolution de la gestion scolaire depuis les années 1950», *Le point en administration scolaire*, 8, 4 : 22-27.
- BUCKNER, E. S. 2017. « The changing discourse on higher education and the nation-state, 1960-2010 », *Higher Education*, 74, 3: 473-489.
- BUTLIN, G. 1999. « Determinants of Postsecondary Participation », *Education Quarterly Review*, n° 5, p. 9-35.
- CERDEIRA, J. M., L. C. NUNES, A. B. REIS et M. do C. SEABRA. 2018. Predictors of student success in Higher Education: Secondary school internal scores versus national exams, *Higher Education Quarterly*, DOI: 10.1111/hequ.12158.
- CERULLI, G. 2015. *Econometric Evaluation of Socio-Economic Programs, Theory and Applications*, Springer.
- CHILDS, S., R. FINNIE et R.E. MUELLER. 2017. «Why Do So Many Children of Immigrants Attend University? Evidence for Canada », *Journal of International Migration and Integration*, 18, 1: 1-28.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION [CSE]. 2007. *Les projets pédagogiques particuliers au secondaire : diversifier en toute équité*, Avis au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 90 p.
< www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0454.pdf >.
- CORAK, M., G. LIPPS et J. ZHAO. 2005. « Family Income and Participation in Post-secondary Education », dans C. M. Beach, R. M. Boadway et R. M. McInnis (dir.), *Higher Education in Canada*, Kingston, John Deuts Institute for Study for Economic Policy, p. 255-294.
- CORDERO, J. M., D. PRIOR et R. SIMANCAS. 2016. « A comparison of public and private schools in Spain using robust nonparametric frontier methods », *Central European Journal of Operations Research*, 24, 3: 659-680.
- DANDURAND, P., M. FOURNIER et L. BERNIER. 1980. «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et sociétés*, XII, 1: 101-132.
- DROLET, M. 2005. *Participation in Post-secondary Education in Canada, Has the Role of Parental Income and Education Changed over the 1990s?* Analytical Studies Branch Research Papers Series, 243, Ottawa, Statistics Canada.
- DRONKERS, J. et S. AVRAM. 2010. « A cross-national analysis of the relations of school choice and effectiveness differences between private-dependent and public schools », *Educational Research and Evaluation*, 16, 2: 151-175.
- DRONKERS, J. 1994. «Fathers' Unemployment and Children's Academic Achievement », *Education and Society*, 12, 1: 3-21.

- DUBET, F. M. DURU-BELLAT et A. VÉRÉTOUT. 2010. *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*, Paris, Éd. du Seuil, 212 p.
- DUGGAN, M. 2004. « E-Mail as Social capital and its Impact on First-Year Persistence of 4-Year College Students », *Journal of College Student Retention Research Theory and Practice*, 6, 2: 169-189.
- DURU-BELLAT, M. et A. MINGAT. 1997. «La constitution de classe de niveau dans les collèges; les effets pervers d'une pratique à visée égalisatrice», *Revue française de sociologie*, 38, 4: 759-789.
- DURU-BELLAT, M. et A. H. VAN ZANTEN. 2002. *Sociologie de l'école*, Armand Colin, 252 p.
- FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC [FCSQ]. 2014. *Le financement public de l'enseignement privé. Conséquences sur le réseau des écoles publiques*, Québec, FCSQ, 159 p.
< fcsq.qc.ca/fileadmin/medias/PDF/Financement_public_de_l_enseignement_priv_e/Etude-Finacement-Public-Enseignement-Prive.pdf >.
- FINNIE, R. et R. E. MUELLER. 2016. *Access to Post-Secondary Education: How does Québec Compare to the Rest of Canada?*
< http://scholar.ulethbridge.ca/sites/default/files/mueller/files/lactualite_economique_2016-09-27.pdf?m=1480459616 >.
- FINNIE R., A. WISMER et R. E. MUELLER. 2015. «Access and Barriers to Postsecondary Education: Evidence from the Youth in Transition Survey », *Canadian Journal of Higher Education*, 45, 2: 229-262.
- FINNIE, R., S. CHILDS et A. WISMER. 2011. *Access to Post-secondary Education among Under-represented and Minority Groups: Measuring the Gaps, Assessing the Causes*, Initiative de recherche sur les politiques, Rapport de recherche n° 2011-01.
- FINNIE, R. et R. E. MUELLER. 2010. «They came, they saw, they enrolled: Access to postsecondary education by the children of Canadian immigrants », dans R. Finnie et coll. (dir.), *Pursuing Higher Education in Canada. Economic, Social and Policy Dimensions* (p. 191-216), Montréal et Kingston, McGill Queen's University Press.
- FINNIE, R. et R. E. MUELLER. 2008a. «The backgrounds of Canadian youth and access to post-secondary education: New evidence from the Youth in Transition Survey, », dans R. Finnie, R. E. Mueller, A. Sweetman, & A. Usher (Eds.), *Who goes? Who stays? What matters? Accessing and persisting in post-secondary education in Canada* (p. 79-107), Queen's Policy Studies Series, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press.
- FINNIE, R. et R. E. MUELLER. 2008b. *The effects of family income, parental education and other background factors on access to post-secondary education in Canada: Evidence from the YITS* (A Measuring the Effectiveness of Student Aid [MESA] Project Research Paper), Toronto, ON, Educational Policy Institute.
- FINNIE, R., E. LASCELLES et A. SWEETMAN. 2005. «Who Goes? The Direct and Indirect Effects of Family Background on Access to Postsecondary Education », dans

- C. M. Beach, R. M. Boadway et R. M. McInnis (dir.), *Higher Education in Canada*, Kingston, John Deuts Institute for Study of Economic Policy, Queen's University, p. 295-338.
- FINNIE, R., C. LAPORTE et E. LASCELLES. 2004. *Antécédents familiaux et accès aux études postsecondaires : que s'est-il passé pendant les années 1990?*, Documents de recherche sur les études analytiques n° 11F0019MIF2004226, Direction des études analytiques, Ottawa, Statistique Canada.
- FRENETTE, M. et P. C. W. CHAN. 2015. *D'où proviennent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées*, Documents de recherche, 37, Ottawa, Statistique Canada, 27 p. < <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2015367-fra.pdf> >.
- FRENETTE, M. 2008. «Why are lower-income student likely to attend university ? Evidence from academic abilities, parental influences, and financial constraints », dans R. Finnie et coll. (eds.), *Who Goes? Who Stays? What Matters?*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 279-297.
- FRENETTE, M. 2005. *L'accès aux études postsecondaires est-il plus équitable au Canada ou aux États-Unis?*, Ottawa, Statistique Canada, Direction des études analytiques, Document de recherche.
- FRENETTE, M. 2003. *Accès au collège et à l'université : est-ce que la distance importe?*, Ottawa, Statistique Canada, Document de recherche.
- GAGNON, L. 1977. *L'école privée : pourquoi ?*, Montréal, La Presse, 91 p.
- GAUTHIER, M. et L. MERCIER. 1994. *La pauvreté chez les jeunes : précarité économique et fragilité sociale : un bilan*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC. 2017. «Écoles privées», Québec, Éducation et Enseignement supérieur, gouvernement du Québec < <http://www.education.gouv.qc.ca/parents-et-tuteurs/ecoles-privées/> >.
- HANUSHEK, E. et L. WOESSMANN. 2006. «Does Educational Tracking Affect Performance and Inequality? Differences-in-Differences Evidence across Countries », *Economic Journal*, 116: 63-76.
- HATTIE, J. 2009. *Visible learning: A Synthesis of 800 Meta-Analyses Relating to Achievement*, Routledge, London.
- HURTEAU, P. et A.-M. DUCLOS. 2017. *Inégalité scolaire: le Québec dernier de classe?*, Montréal, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, 12 p.
- JAKUBOWSKI, M. 2010. «Institutional Tracking and Achievement Growth: Exploring Difference-in-Differences Approach to PIRLS, TIMSS, and PISA Data », In J. Dronkers (ed.), *Quality and Inequality of Education, Cross-National Perspectives*, Springer.

- JERRIM, J. et collab. 2016. «Private Schooling, Educational Transitions, and Early Labour Market Outcomes: Evidence from Three Anglophone Countries », *European Sociological Review*, 32, 2: 280-294.
- KAMANZI, P. C. et C. MAROY. 2017. «La stratification des établissements secondaires au Québec. Quels effets sur les chances d'accès à l'enseignement universitaire?», dans P. C. Kamanzi, G. Goastellec et F. Picard (dir.), *L'envers du décor. Massification de l'enseignement supérieur et justice sociale*, Québec, PUQ, p. 61-83.
- KAMANZI, P. C. et PILOTE, A. 2016. «Parcours scolaires et reproduction sociale au Québec», in Masdonati, J., Bangali, M. et Cournoyer, L. (dir.), *Éducation et vie au travail : Perspectives contemporaines sur les parcours et l'orientation des jeunes*, Québec : Presses de l'Université Laval, 9-46.
- KAMANZI, P.C., N. BASTIEN, P. DORAY et M.-O. MAGNAN. 2016. «Immigration et cheminements scolaires aux études supérieures au Canada : qui y va et quand? Une analyse longitudinale à partir du modèle de Cox», *Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 46, 2 : 225-248.
- KAMANZI, P. C. et P. DORAY. 2015. «La démocratisation de l'enseignement supérieur au Canada : la face cachée de la massification», *Revue canadienne de sociologie*, 52,1 : 38-65.
- KAMANZI, P.C. et J. MURDOCH. 2011. «L'accès à un diplôme universitaire chez les immigrants», dans Kanouté, F. et G. Lafortune (dir.), *Familles québécoises d'origine immigrante. Les dynamiques de l'établissement*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 145-158.
- KAMANZI, P.C., P. DORAY, S. BONIN, A. GROLEAU et J. MURDOCH. 2010. «Les étudiants de première génération dans les universités», *Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 40, 3 : 1-24.
- KLINE, R. B. 2016. *Principles and practice of structural equation modeling* (4^e éd.), New York, Guilford.
- LAHIRE, B. 1993. *Culture écrite et inégalités scolaires*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon
- LAHIRE, B. 1995. *Tableaux de famille*, Paris, Gallimard-le Seuil
- LAHIRE, B. 1998. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan
- LAMBERT, M., K. ZEMAN, M. ALLEN et P. BUSSIÈRE. 2004. *Qui poursuit les études postsecondaires, qui les abandonne et pourquoi : résultats provenant de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, Ottawa, Statistique Canada et Ressources humaines et Développement social Canada.
- LANDRIER, S. et N. NAKHILI. 2010. «Comment l'orientation contribue aux inégalités de parcours scolaires en France», *Formation emploi*, 109, 1 : 23-36.
- LAPIERRE, D., P. LEFEBVRE et P. MERRIGAN. 2016. «Les résultats éducatifs de long terme des élèves de l'école secondaire privée au Québec : une évaluation des effets de traitement avec données longitudinales», *Cahier de recherche no 16-01*, Research Group on Human Capital, 39 p.

- LAROSE, A. 2016. *Les projets particuliers à l'école publique en contexte de concurrence scolaire : un état des lieux*, FSE-CSQ, 90 p. < http://sern.qc.ca/fileadmin/user_upload/syndicats/z48/Communiques/Note_de_recherche_projets_particuliers_final.pdf >.
- LEFEBVRE, P. 2016. «La contribution de l'école privée au Québec à la littératie et à la numératie des 15 ans : une analyse par effets de traitement», *Cahier de recherche numéro 15-03*, Groupe de recherche sur le capital humain, 49 p. < <https://ideas.repec.org/p/grc/wpaper/15-03.html> >.
- LEFEBVRE, P., P. MERRIGAN et M. VERSTRAETE. 2011. «Public subsidies to private schools do make a difference for achievement in mathematics: Longitudinal evidence from Canada », *Economics of Education Review*, 30, 1: 79-98.
- LEMIEUX, A. 2018. *L'organisation de l'éducation au Québec*, Montréal, Éditions JFD.
- LENNON, M.C., H. ZHAO, S. WANG et T. GLUSZYNSKI. 2011. *Educational Pathways of Youth in Ontario: Factors Impacting Educational Pathways*, Toronto, Higher Educational Quality Council of Ontario.
- LESSARD, C. et L. LEVASSEUR. 2007. «L'École publique généraliste est-elle en train de voir sa vocation transformée?», *Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 42, 3 337-353.
- LUBIENSKI, C. A. et S. T. LUBIENSKI. 2013. *The Public School Advantage*, Chicago, University of Chicago Press, 304 p.
- LUBIENSKI, C. 2006. «School Diversification in Second-Best Education Markets. International Evidence and Conflicting Theories of Change », *Educational Policy*, 20, 2: 323-344.
- LYNCH, K. 2006. «Neo-Liberalism and Marketisation: The Implications for Higher Education », *European Education Research Journal*, 5, 1: 1-17.
- MAHUTEAU, S. et K. MAVROMARAS. 2014. «Student Scores in Public and Private Schools: Evidence from PISA 2009 », IZA Discussion Paper series no 8471, 23 p. < <http://ftp.iza.org/dp8471.pdf> >.
- MARCOTTE-FOURNIER, A.-G., S. BOURDON, A. LESSARD et P. DIONNE. 2016. «Une analyse des effets de composition du groupe-classe au Québec : influence de la ségrégation scolaire et des projets éducatifs», *Éducation et société*, 2, 38 : 139-155.
- MARCOTTE-FOURNIER, A.-G. 2015. «Ségrégation scolaire et différenciation curriculaire au Québec», *Revue canadienne des jeunes chercheuses et chercheurs en éducation*, 1-9.
- MAROY, C. et KAMANZI, P. C. 2017. « Marché scolaire, stratification des établissements et inégalités d'accès à l'Université au Québec », *Recherches sociographiques*, 58, 3 : 581-602 < www.erudit.org/fr/revues/rs/2017-v58-n3-rs03447/1043466ar/ >.
- MAROY, C. et A. VAN ZANTEN. 2007. «Régulation et compétition entre établissements scolaires dans six espaces locaux en Europe», *Sociologie du Travail*, 49, 4 : 464-478.

- MCLOUGHLIN C. 2013. *Low-Cost Private Schools: Evidence, Approaches and Emerging Issues*, Cambridge, MA, EPS Peaks, 31 p. < http://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/Low-cost_private_schools.pdf >.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. 2016a. *Statistiques de l'éducation. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire – Édition 2015*
< http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/15-00503_statistiques_2015_edition_v25oct.pdf >.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. 2016b. *Règles budgétaires pour l'année scolaire 2016-2017. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire. Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subvention*, 47 p.
< http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/ress_financieres/rb/WEB-Etab_Prive_agrees_RB_2016-2017_Ed.pdf >.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. 2016c. Banque de données des statistiques officielles sur le Québec
< http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213_afich_tabl.page_tabl?p_iden_tran=REPERB7P33J17-1532021908312~L8&p_lang=1&p_m_o=MEES&p_id_ss_domn=825&p_id_raprt=3413 >.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC. 1977. *L'enseignement primaire et secondaire au Québec : Livre vert*, Québec, Gouvernement du Québec, 147 p.
- MONSEUR, C. et D. LAFONTAINE. 2012. «Structure des systèmes éducatifs et équité : un éclairage international», dans *L'école peut-elle être juste et efficace : De l'égalité des chances à l'égalité des acquis*, Louvain-la-Neuve, Belgique, De Boeck Supérieur, p. 185-220.
- MUSSET, P. 2012. «School Choice and Equity: Current Policies in OECD Countries and a Literature Review », *OECD Education Working Papers*, OECD, Paris.
- NAKHILI, N. 2005. «Impact du contexte scolaire dans l'élaboration des choix d'études supérieures des élèves de terminale», *Éducation et formations*, 72 : 155-167.
- NEAL, D. 1997. «The effects of catholic secondary schooling on educational achievement », *Journal of Labor Economics*, 15, 1: 99-123.
- NORRIE, K. et H. ZHAO (2011), *An Overview of PSE Accessibility in Ontario*, Toronto, Higher Education Quality Council of Ontario.
- OCDE. 2017. *In Depth Analysis of the Labour Market Relevance and Outcomes of Higher Education Systems: Analytical Framework and Country Practices Report*, Enhancing Higher Education System Performance, Paris, OCDE.
- OCDE. 2014. *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, Éditions OCDE, p. 330-350, < <https://www.oecd.org/edu/Regards-sur-l%27education-2014.pdf> >.
- OCDE. 2012a. *Equity and Quality in Education: Supporting Disadvantaged Students and Schools*, Paris, OCDE
< <http://www.oecd.org/education/school/50293148.pdf> >.

- OCDE. 2012b. *Public and Private Schools: How Management and Funding Relate to their Socio-economic Profile*, Paris, OCDE
< <http://dx.doi.org/10.1787/9789264175006-en> >.
- OCDE. 2011a. «When students repeat grades or are transferred out of school: What does it mean for education systems?», *PISA in focus*, 6, Paris, OCDE
< www.oecd.org/dataoecd/35/58/48363440.pdf >.
- OCDE. 2011b. «Private schools: who benefits», *PISA in Focus* 7, Paris, OCDE
< <https://www.oecd.org/pisa/pisaproducts/pisainfocus/48482894.pdf> >.
- OCDE. 2009. *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, OCDE.
- OCDE. 1998. *Redéfinir l'enseignement tertiaire*, Paris, OCDE.
- OLSEN, M. et M. A. PETERS. 2005. «Neoliberalism, higher education and the knowledge economy: from the free market to knowledge capitalism », *Journal of Education Policy*, 20, 3 : 313-345.
- PARADIS, P. E. 2015. *Analyse de la contribution économique des établissements privés au Québec*, étude commandée par la FEEP, 42 p.
< <http://www.feep.qc.ca/files/Federation/Publications/Analyse%20economique%20AppEco.pdf> >.
- PILOTE, A., J. JONCAS et C. KAMANZI. 2018, «La différenciation du curriculum à l'école secondaire québécoise : quel impact sur les inégalités sociales ?», dans F. Baluteau, V. Dupriez et M. Verhoeven (dir.), *Entre tronc commun et filières, quel école moyenne ? Études comparative*, Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan collection Thélème 23, 117-146.
- PROULX, J.-P. 2007. «La genèse des États généraux sur l'éducation», dans G. Goselin et C. Lessard (dir.), *Les deux principales réformes de l'éducation du Québec moderne : témoignages de ceux et celles qui les ont initiées*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 135-150.
- RABE-HESKETH, S. et A. SKRONDAL. 2012. *Multilevel and longitudinal modeling using Stata (3^e éd.)*, volume II: *Categorical responses, counts, and survival*. College Station TX: Stata Press.
- RAHMAN, A., J. SITU et V. JIMMO. 2005. *Participation aux études postsecondaires : Résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, N° 81-595-MIF au catalogue - N° 036, Ottawa, Statistique Canada, Division de la Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.
- ROCHER, G. 2004, «Un bilan du rapport Parent : vers la démocratisation», *Bulletin d'histoire politique*, 12, 2: 117-128.
- RODRIGUEZ, S. 2003, «What Helps Some First-Generation Students Succeed?», *About Campus*, 8, 4: 17-22.
- SIMARD, M. 1993. *L'enseignement privé : 30 ans de débats*, Montréal, Les Éditions Thémis.
- STATA CORP. 2017. *Stata: Release 15. Statistical Software*. College Station TX, StataCorp LLC

- SWAIL, W. S., A. F. CABRERA et C. LEE. 2004. *Latino Youth and the Pathway to College*, Washington DC, Pen Hispanic Center.
- TOMKOWCZ, J. et T. BUSHNIK. 2003. *Qui poursuit les études postsecondaires et à quel moment?* Ottawa, Statistique Canada, Division de la culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, N° 81-595-MIF au catalogue — N° 006.
- TONDREAU, J. et M. ROBERT. 2011. *L'école québécoise : débats, enjeux et pratiques sociales*, Québec, Éditions CEC.
- UNESCO. 2015a. *Vers une éducation de qualité inclusive et équitable et un apprentissage tout au long de la vie pour tous. Éducation 2030. Déclaration d'Incheon*, Paris, Éditions UNESCO.
- UNESCO. 2015b. *Repenser l'éducation. Vers un bien commun*, Paris, Éditions UNESCO.
- VAN ZANTEN, A. 2010. « Choix de l'école et inégalités scolaires: Le rôle des ressources culturelles et économiques des parents », *Agora débats/jeunesses*, 56, 3 : 35-47 < <https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2010-3-page-35.htm> >.
- VAN ZANTEN, A. 2009. *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*, Paris, France, Presses universitaires de France.
- VAN ZANTEN, A et BALL S. 2003. La construction des ségrégations scolaires en France et en Angleterre, dans Ministère de l'Éducation nationale, *La discrimination positive en France et dans le monde*, Acte du colloque, Paris, CNDP, p. 53-63.
- VERDIER, É. 2010. « Postface », *Formation emploi* 109, p. 113-126 < <http://journals.openedition.org/formationemploi/2818> >.
- WARBURTON, E. C., R. BUGARIN et A.-M. NUÑEZ. 2001. *Bridging the Gap: Academic Preparation and Postsecondary Success of First-Generation Student*, Washington, D. C., National Center for Education Statistics, publication n° NCESS-2001-153.

Sur la participation des adultes à la formation continue

- DORAY, P. et P. BELANGER. 2005. « Société de la connaissance, éducation et formation des adultes », *Éducation et sociétés* (1): 119-135.
- DREWES, T. 2008. *L'éducation et la formation des adultes, optique longitudinale*, Ottawa, Ressources humaines et développement social Canada.
- FOURNIER, C., et al. 2009. « Entre reproduction et mobilisation: les rapports de genre en formation continue en France et au Canada », *International Review of Education* 55(1): 75-103.
- HAELERMANS, C. et L. BORGHANS. 2012. "Wage effects of on-the-job training: a meta-analysis", *British Journal of Industrial Relations* 50(3): 502-528.
- KILPI-JAKONEN, E. et al. 2015. "Adult learning and social inequalities: Processes of equalisation or cumulative disadvantage?" *International Review of Education* 61(4): 529-546.

KILPI-JAKONEN, E. *et al.* 2014. "Adult learning, labor market outcomes, and social inequalities in modern societies", in H.-P. Blossfeld *et al.* (dir.), *Adult Learning in Modern Societies. An international comparison from a life-course perspective*, p. 3-28.